



COMMISSION EUROPÉENNE

Bruxelles, le 16.10.2024
C(2024) 7376 final

M. Margus Tsahkna
Ministre des affaires étrangères
Ministère des affaires étrangères
Islandi väljak 1
15049 Tallinn
ESTONIE

Objet: Notification 2024/313/EE

Taxe estonienne sur les véhicules à moteur et taxe d'immatriculation

Émission d'observations en vertu de l'article 5, paragraphe 2, de la directive (UE) 2015/1535 du 9 septembre 2015

Monsieur,

Dans le cadre de la procédure de notification prévue par la directive (UE) 2015/1535 ⁽¹⁾, les autorités estoniennes ont notifié à la Commission, le 12 juin 2024, le projet de *Loi fixant la taxe sur les véhicules à moteur* (ci-après, «le projet notifié»).

Selon le message de notification, le projet notifié introduit une nouvelle taxe en Estonie – la taxe sur les véhicules à moteur – qui est payée chaque année sur les véhicules à moteur immatriculés au centre d'immatriculation des véhicules à moteur. Deuxièmement, une taxe d'immatriculation des véhicules à moteur est perçue lorsque des véhicules à moteur des catégories M ou N sont immatriculés pour la première fois en Estonie ou lors du premier changement de propriétaire.

L'examen du projet notifié a amené la Commission à émettre les observations suivantes en vertu de l'article 5, paragraphe 2, de la directive (UE) 2015/1535.

OBSERVATIONS

Le projet notifié soulève des doutes quant à la dépréciation de la taxe d'immatriculation régie par l'article 190²⁴(1) du projet notifié. Cette disposition semble être applicable aux voitures qui se trouvent déjà sur le marché intérieur estonien et qui seront soumises à la

¹) Directive (UE) 2015/1535 du Parlement européen et du Conseil du 9 septembre 2015 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information, JO L 241 du 17.9.2015, p. 1.

taxation lors de la première vente. Cette méthode ne résout pas le problème de la discrimination fiscale des voitures en provenance d'autres États membres, car elle ne semble pas tenir compte de l'âge des véhicules calculé à partir de leur immatriculation dans d'autres États membres.

- L'article 110 du TFUE interdit la discrimination à l'égard des produits (tels que les véhicules à moteur) provenant d'autres États membres. Par conséquent, **la dépréciation devrait s'appliquer à la taxation de ces véhicules**. Ce n'est pas le cas dans le système présenté.
- Le système devrait être interprété de manière à ce que la taxation des véhicules en provenance de l'autre État membre soit au même niveau que celle des véhicules similaires déjà immatriculés sur le marché estonien.
- La jurisprudence de la Cour de justice confirme également que la dépréciation doit commencer à partir du premier jour de l'utilisation du véhicule (voir à cet égard la jurisprudence: C-200/15 *Commission contre Portugal*, affaire C-76/14 *Manea*, affaire C-402/09 *Tatu*, affaire C-169/20 *Commission contre Portugal* et autres jurisprudences qui y sont citées).

La Commission encourage les autorités estoniennes à veiller à ce que les différentes méthodes de calcul de la taxation des véhicules conduisent à une taxation égale des véhicules importés d'autres États membres et des véhicules déjà sur le marché estonien qui sont similaires.

La Commission encourage les autorités estoniennes à introduire une exemption sur la base de l'article 5 de la directive 83/182/CEE ⁽²⁾ également pour la taxe sur les véhicules à moteur.

La Commission invite les autorités estoniennes à tenir compte des observations ci-dessus.

La Commission rappelle par ailleurs qu'une fois le texte définitif adopté, il est communiqué à la Commission conformément à l'article 5, paragraphe 3, de la directive (UE) 2015/1535.

Pour la Commission

Kerstin JORNA
Directrice générale

²) Directive 83/182/CEE du Conseil du 28 mars 1983 relative aux franchises fiscales applicables à l'intérieur de la Communauté en matière d'importation temporaire de certains moyens de transport, (JO L 105 du 23.4.1983, p. 59).

Direction générale du marché
intérieur, de l'industrie, de
l'entrepreneuriat et des PME